

Proposition de symposium pour le Congrès EASSW - 26-29 Juin 2017 - Paris

Ce symposium proposé par Manuel Boucher, Mohamed Belqasmi, Brigitte Baldelli, Marie-Laure Pouchadon et Agathe Petit a pour objet de présenter des travaux de recherche action (3 contributions) sur les pratiques d'intervention sociale collective et communautaire. Il s'inscrit dans le thème 1 : Perspectives, méthodologies, recherche et pratiques novatrices dans les formations en travail social et en sciences sociales

Argumentaire

En France, depuis maintenant plusieurs décennies, les populations des quartiers populaires sont particulièrement touchées par les inégalités socio-économiques et la ségrégation socio-ethnique dont nous connaissons les effets destructeurs pour le lien social. Cette situation persistante et l'actualité récente (menaces et actes terroristes) conduit, plus que jamais, la société française à s'interroger sur la nécessité de transformer son « modèle » d'intégration, modèle jusqu'ici caractérisé par un Etat-providence fort s'adressant prioritairement aux individus-citoyens et reléguant au second plan les formes de solidarités communautaires. Désormais, la participation des habitants et l'association des usagers est plébiscitée tant dans le champ de l'intervention sociale que dans celui de la formation des travailleurs sociaux. Il s'agira dans ce symposium de présenter des travaux (3 communications) qui pensent le renouveau des pratiques de formation et d'intervention sociale sous le prisme de l'Intervention Sociale Collective et Communautaire, et plus largement, la démocratisation du champ social dans le contexte français.

Communication n° 1: Manuel Boucher (Directeur scientifique LERS / IRTS-IDS Normandie) & Mohamed Belqasmi (Attaché de recherche LERS / IRTS-IDS Normandie)

Penser les pratiques de l'intervention sociale collective et communautaire : quels enjeux pour la formation des travailleurs sociaux ?

En France, depuis maintenant plusieurs décennies, les populations des quartiers populaires sont particulièrement touchées par les inégalités socioéconomiques et la ségrégation socio-ethnique dont nous connaissons les effets destructeurs pour le lien social (Paugam, 2014). Cette situation persistante et l'actualité récente (menaces et actes terroristes) conduit, plus que jamais, la société française à s'interroger sur la nécessité de transformer son « modèle » d'intégration, modèle jusqu'ici caractérisé par un Etat-providence fort s'adressant prioritairement aux individus-citoyens (Schnapper, 1994) et reléguant au second plan les formes de solidarités communautaires. Or, aujourd'hui, dans un autre contexte lié, notamment, au passage de l'Etat-providence à l'Etat social actif (Boucher & Belqasmi, 2014), la politique de la ville et, plus largement, les politiques sociales, plébiscitent désormais la participation des habitants et l'association des usagers. Avec la volonté affichée par les pouvoirs publics de promouvoir depuis quelques années la « participation », l'action sociale collective et l'intervention sociale communautaire (ISCC) auprès des populations des quartiers populaires (colloques, rapports officiels, expérimentations, etc.), nous constatons que les

théories et les méthodes d'ISCC ont de nouveau le vent en poupe, tant dans le champ de l'intervention sociale que dans celui de la formation des travailleurs sociaux.

Dans la pratique, au sein du champ de l'intervention sociale, le regain d'intérêt pour les approches participationnistes, collectives et communautaires fait l'objet de deux types d'interprétations (Carrel, 2013) : la première voit dans l'ISCC une forme « d'injonction participative » dont l'objectif prioritaire est de maintenir la paix sociale en renouvelant les modes de contrôle social des populations des quartiers populaires, tandis que la seconde y perçoit l'espoir de faire émerger un processus d'*empowerment*¹ des populations défavorisées, interprétant ces pratiques comme des vecteurs potentiels de leur émancipation ou affranchissement (Le Bossé, 2012) sociale et politique.

D'un point de vue théorique, à côté des précurseurs (Médard, 1969 ; Rupp, 1971) de l'étude de l'organisation communautaire², on assiste à un renouveau des recherches françaises portant sur la « participation », « *l'empowerment* » et le « *community organizing* » (Talpin & Sintomer, 2011 ; Bacqué & Biewener, 2013 ; Balazard, 2015). Néanmoins, mis à part quelques rares enquêtes (Carrel, 2013 ; Talpin, 2015), ces recherches ne traitent pas du renouvellement de ces approches dans le champ de l'intervention sociale. Par ailleurs, elles ont souvent pour objet les pratiques d'organisation et de développement communautaires ayant cours outre-Atlantique. Ainsi, jusqu'ici, à l'exception de « recherches-action » portées par des collectifs militants de l'ISCC³, aucune enquête scientifique n'a envisagé de s'intéresser à un large panorama d'initiatives ayant cours en France et encore moins de les mettre en relief avec des configurations étrangères. Dès lors, il nous semble important de remédier à ce manque de connaissances. En effet, le renouveau de l'ISCC, en réactivant le débat sur les « fonctions » de l'intervention sociale, permet de renouveler les connaissances sur l'intervention sociale dans les quartiers populaires en tant que dispositif de régulation, voire de pacification sociale. Oscillant entre plusieurs approches - *radicale*, *social-libérale* et *néo-libérale* (Alinsky, 1971 ; Bacqué & Biewener, 2013 ; Calhoun, Wilson & Withmore, 2014 ; Immerwahr, 2015) - les perspectives de l'ISCC cristallisent un enjeu fondamental de refonte du « modèle » français de l'intégration et de la place de l'intervention sociale dans celui-ci.

D'un point de vue sociétal, cette communication a pour ambition d'interroger à quelles conditions l'intervention sociale collective et communautaire pourrait constituer une innovation sociale pensée, promue et enseignée en France. Il cherche, en effet, à répondre à une question centrale : en quoi les acteurs et les pratiques de l'ISCC contribuent à lutter contre les discriminations dans les quartiers populaires ? Ainsi, cette communication entend dépasser l'opposition idéal-typique entre deux interprétations théoriques et pratiques de l'ISCC, c'est-à-dire, entre l'ISCC comme « renouvellement de la police des subalternes » et l'ISCC comme « idéalisation de *l'empowerment* », en cherchant à identifier les conditions nécessaires au développement, dans le champ de l'intervention sociale, d'approches collectives et communautaires adaptées au contexte social, politique et culturel français.

A partir des résultats d'une enquête sur les acteurs de l'intervention sociale communautaire agissant auprès des classes populaires, autrement dit, sur les acteurs sociaux qui mobilisent les concepts d'*empowerment*, de pouvoir d'agir mais aussi les méthodes du *community organizing*. Il s'agit de penser

¹ Beaucoup utilisé par les acteurs se réclamant du *Community Organizing* qui opposent les « *have not* » à l'*establishment*, Marie-Hélène Bacqué souligne que *l'empowerment* « indique le processus par lequel une personne ou un groupe social acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action. *L'empowerment* articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. » (Bacqué, 2005 : 54)

² Selon Jean-François Médard, l'organisation communautaire est « une méthode de changement social planifié au niveau local, qui repose sur la participation des habitants à leur propre changement » (Médard, 1969).

³ Notamment celles à l'initiative du collectif « Pouvoir d'agir » (<http://pouvoirdagir.com>) ou du « Séminaire pour la promotion de l'intervention sociale communautaire » (<http://www.cnlaps.fr/CNLAPS/SPIsC/la-recherche-action-spisc>).

mutations du contrôle social des classes populaires mais également des pistes d'amélioration pour démocratiser l'intervention sociale et innover dans le champ de la formation des travailleurs sociaux.

Communication n° 2 : Brigitte Baldelli (Chargée de recherche IRTS Languedoc - Roussillon) & Marie-Laure Pouchadon (Chargée de recherche IRTS Aquitaine)

Comment la recherche (dans son processus et par ses résultats) peut-elle amener à identifier et lever les obstacles à la conception et à la mise en œuvre de la participation des usagers dans les structures sociales ? A partir de deux exemples de recherches menées dans le champ de la protection de l'enfance (recherches réalisées au sein de l'IRTS Aquitaine et de l'IRTS Languedoc-Roussillon), il s'agira dans cette communication d'analyser les freins des professionnels à faire évoluer leur pratique et à développer une approche émancipatrice de la participation des usagers.

Tout le monde admet, aujourd'hui, que la participation est une valeur forte de l'intervention sociale, au point qu'elle s'intègre, pour de nombreux acteurs institutionnels et professionnels, dans la définition des normes d'une bonne pratique professionnelle. Pourtant, dès que l'on passe à sa mise en œuvre, on se confronte aux peurs, aux routines et aux habitudes professionnelles qui renvoient, finalement, aux modes de constitution d'une identité professionnelle encore centrée sur des formes d'intervention construites autour de la relation individuelle. Par l'analyse des représentations en cours dans le champ professionnel en question et par la compréhension des pratiques éducatives engagées quotidiennement par les professionnels à l'égard des usagers, il s'agira de monter comment la démarche de recherche peut trouver des pistes d'amélioration et proposer des voies possibles de transformation de l'intervention sociale. Deux orientations ont été suivies dans le cadre des deux recherches réalisées : la voie de l'action et de l'accompagnement à une transformation des pratiques et des conceptions professionnelles via la mise en situation active des usagers (démarche de recherche-action) ; la voie de la formation par la réalisation d'un programme de formation continue dédié aux professionnels de l'action sociale intégrant les résultats de la recherche comme base des contenus et modalités pédagogiques proposés (démarche de formation à posteriori).

Communication n°3 : Agathe Petit (Chargée de mission recherche IRTS Paca et Corse)

La communication s'appuiera sur deux expériences conduites par l'IRTS PACA Corse autour de l'Intervention Sociale d'Intérêt collectif : une recherche action sur les pratiques d'intervention sociale collective dans le 3ème arrondissement de Marseille qui s'est attachée à documenter trois actions collectives conduites par des acteurs associatifs du territoire et une formation action conduite au sein d'une maison départementale de la Solidarité de Marseille en appui sur un groupe projet autour de la culture, en lien avec l'accueil de stagiaires en formation d'assistant de service social. Le croisement de ces deux actions conduites entre 2014 et 2016 nous ont permis de mettre en évidence les freins et surtout les conditions de réussite des actions collectives, encore marginales sur le terrain alors même que les référentiels place cette pratique au cœur de l'exercice professionnel. En nous appuyant sur le concept de pratiques d'intervention sociale inclusive (Inclusive Social Work Practice – ISWP), développé par Ron Strier (2001), nous mettrons en évidence la manière

avec laquelle les analyses autour des notions de participation et d'engagement nous amènent à questionner le sens et le contenu de la formation des étudiants, mais encore ses impacts potentiels sur les pratiques de terrain. En tant que centre de formation, ces actions nous amènent à questionner et à reconsidérer la formation des étudiants : projet pédagogique, modules de formation, stages « innovants » soutenir le développement de postures qui favorisent la transformation des pratiques et une approche renouvelée des postures professionnelles. Ces actions montrent à quel point il est indispensable de repolitiser l'espace de formation mais également de renforcer la construction de connaissances par la recherche-action, la formation-action qui vont favoriser la **mise en place d'espaces de mutualisation et d'échanges de pratiques.**